



# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5293 - Dimanche 7 février 2021 - Prix : 10 DA

Le Brent s'approche de la barre des 60 dollars  
**Le pétrole atteint son plus haut niveau depuis un an**

Page 3

Communication/Bilan d'activités 2020

## Des réformes inclusives pour une communication «crédible» et «responsable»

Page 4

**En Libye un nouvel exécutif mais pas encore des démissions formelles**

Par Mohamed Habili

La désignation d'un nouvel exécutif intérimaire libyen, vendredi dernier à Genève sous les auspices des Nations unies, semble placer enfin la Libye sur une voie dégagée où elle n'aurait qu'à se laisser glisser pour toucher au terme d'une crise qui n'aura que trop duré. Dans quelques semaines en effet, celle-ci sera parvenue au bout de sa dixième année. La Libye dispose désormais d'un chef de gouvernement, et d'un conseil présidentiel, toutes fonctions dont on serait tenté de dire qu'elles seront d'autant mieux remplies qu'elles sont revenues, à l'issue des élections tenues lors d'une réunion des 75 membres du Forum du dialogue politique libyen, à des personnalités relativement peu connues par rapport à d'autres candidats, comme Fahthi Bashagha et Aguila Salah. Ni Mohammed Dbeidah, le Premier ministre de la transition, ni son colistier Mohammad Younes Menfi, promu pour sa part au rang de président du nouveau Conseil présidentiel, ne sont des célébrités, en tout cas en dehors de la Libye, comme le sont d'autres personnalités libyennes. Ce fait ne joue ni en leur défaveur propre ni à celle du processus engagé depuis la Conférence de Berlin de janvier 2020.

Suite en page 3



Mohamed Bennezzar (président-directeur général de l'Enafor) au *Jour d'Algérie* :

## «Nous cherchons la performance et la pérennité»

En dépit de la double crise, due à la chute des prix du baril et la pandémie de Covid-19, qui a sapé les performances des entreprises nationales actives dans le secteur des hydrocarbures, l'Entreprise nationale de forage, filiale de la Sonatrach, tente de maintenir ses performances de leader dans son créneau et surtout surpasser la crise en cours. Tout en nous présentant son entreprise, Mohamed Bennezzar, président-directeur général, expose au «*Jour d'Algérie*» les contours du défi que compte relever l'Enafor.



Phs/E. Soraya/J. A.

Ses travailleurs interviennent dans des conditions extrêmes

## Enafor, les chercheurs d'or noir



L'Entreprise nationale de forage (Enafor) est chargée de réaliser des puits d'exploration et de développement d'hydrocarbures pour le compte de la Sonatrach. Les ingénieurs et les techniciens, que nous avons rencontrés sur le site Hassi-Messaoud Sud, travaillent dans des conditions extrêmes pour trouver du pétrole et du gaz et se disent prêts à s'engager à l'international.

Lire dossier pages 8 et 9

Djerad représente le Président Tebboune au Sommet de l'Union africaine

# «La crise sanitaire a mis nos systèmes de santé devant des défis majeurs»

■ Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a appelé, hier, au renforcement de la solidarité continentale et mondiale et à l'unification des efforts communs pour lutter contre la pandémie Covid-19, mettant l'accent sur la nécessité de permettre aux pays pauvres d'accéder aux vaccins pour pouvoir sortir de cette crise sanitaire qui affecte les efforts de relance du développement.

Par Aomar Fekrache

**D**jerad a pris part en qualité de représentant du président de la République, M. Abdelmajid Tebboune, aux travaux de la 34<sup>e</sup> session ordinaire du Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine. Dans son allocution, il a affirmé que «la situation sanitaire a mis nos systèmes de santé devant des défis majeurs ayant nécessité de prendre des mesures strictes pour alléger le déficit financier». Aussi, il a indiqué que cette «crise sanitaire liée à la pandémie de coronavirus a impacté tous les domaines, économique, politique et social». Cela a «obligé de nombreux pays à fermer leurs frontières et imposer des mesures préventives, ce qui a provoqué des pertes matérielles considérables», a-t-il souligné, ajoutant que la crise sanitaire sans précédent que connaît le monde «a entravé la croissance économique des pays et a causé une hausse du taux de chômage».

Abdelaziz Djerad a expliqué que cette situation «nous impose, plus que jamais, de consolider la solidarité continentale et internationale et unifier nos efforts tout en mobilisant nos énergies et moyens pour faire face à cette épidémie et minimiser ses impacts».

Au menu de ce Sommet ordinaire de l'Union africaine qui s'est ouvert, hier, la pandémie de Covid-19, mais aussi les élections de la Commission de l'UA, et d'autres points urgents en matière de paix et de sécurité, dont le conflit du Sahara occidental. La session de cette année a été inscrite sous le thème : «Arts, culture et patrimoi-



ne : des leviers pour construire l'Afrique que nous voulons», et est tenue par visioconférence.

Comme tous les quatre ans, la Commission de l'UA élira les candidats à la présidence, à la vice-présidence et les six commissaires.

Il s'agit des premières élections organisées après des réformes institutionnelles qui ont fait passer le nombre de commissaires de huit à six.

Quatre départements ont été fusionnés pour en former seulement deux. Le vote est habituellement à bulletins secrets, mais, cette année, ces élections se tiendront en ligne, est-il indiqué. Le président sortant, Moussa Faki Mahamat, est le seul candi-

dat à sa propre succession. S'il est réélu, il sera le premier président à obtenir un second et dernier mandat.

Le règlement actuellement en vigueur stipule que si suffisamment d'Etats s'abstiennent et que Faki n'obtient pas le nombre de voix requis, la Commission devra reporter les élections jusqu'au prochain sommet, ce qui implique une période d'incertitude pouvant aller jusqu'à douze mois.

Si les élections sont suspendues, l'UA devrait éviter un report tardif et s'arranger pour organiser de nouvelles élections le plus tôt possible. Lors de ce sommet de deux jours, qui réunira les dirigeants des 55

membres, le président de la République démocratique du Congo, Félix Tshisekedi, prendra la présidence de l'UA, assurée en 2020 par le président de l'Afrique du Sud, Cyril Ramaphosa. Ce dernier présen-

tera le rapport sur les progrès réalisés en ce qui concerne la réponse de l'UA à la pandémie. Il est par ailleurs à relever que le dossier du Sahara occidental est devenu la priorité absolue de l'UA, après sa réinscription à l'agenda du Conseil de paix et de sécurité de l'Organisation. Le 14<sup>e</sup> Sommet extraordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement a décidé de réinscrire la question du Sahara occidental à l'agenda du Conseil pour donner un nouveau souffle à ce dossier.

La décision jette la lumière sur les derniers développements survenus en République sahraouie, suite à l'agression militaire marocaine à Guerguerat le 13 novembre dernier, et intervient pour mettre un terme aux tentatives du Maroc d'écarter l'Organisation africaine des efforts visant à trouver une solution au conflit au Sahara occidental qui puisse garantir au peuple sahraoui son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance. Lorsqu'il avait annoncé sa candidature pour un second mandat, M. Moussa Faki avait défini le conflit du Sahara occidental comme l'une de ses priorités au cours de la période (2021/2024).

A. F.

Bilan des dernières 24 heures

## Virus : 2 décès et 223 nouveaux cas

L'ALGÉRIE a enregistré 2 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, trois cas de moins qu'hier (5), portant à 2 911 le total des morts, a annoncé, hier, le porte-parole du Comité scientifique en charge de la gestion de l'épidémie, le Pr Djamel Fourar.

Le nombre de contaminations a connu une nouvelle baisse, avec 223 cas, soit 25 cas de moins par rapport au bilan d'hier (248), pour atteindre, au total, 108 852 cas confirmés.

R. N.

Production de Spoutnik-V en Algérie

## Saidal entame des négociations avec un opérateur russe...

**S**uite à la proposition de l'ambassadeur russe à Alger, Igor Beliaev, qui avait déclaré que son pays était «prêt à coopérer avec l'Algérie pour lancer la production au niveau local», le directeur général de l'Agence nationale des produits pharmaceutiques a annoncé que «des discussions sont en cours entre le Groupe pharmaceutique public Saidal et un opérateur russe pour la production locale du vaccin anti-Covid-19 Spoutnik V». «Le Groupe pharmaceutique public Saidal est en cours de négociations avec un opérateur russe dans le cadre de la production du vaccin Spoutnik V anti-Covid19 en Algérie pour assurer sa disponibilité au profit de la population nationale», a indiqué le Professeur Kamel Mansouri, directeur général de l'Agence nationale des produits pharmaceutiques lors de son intervention, vendredi soir, dans une émission télévisée de la chaîne A3 de l'EPTV, traitant de la pandémie de

Covid-19. Il a souligné que «le but est de permettre la production locale de Spoutnik V pour le rendre disponible. Car il peut y avoir une problématique pour acquérir le vaccin au niveau mondial», ajoutant qu'une commission placée sous tutelle du ministère de l'Industrie pharmaceutique doit accompagner les fabricants locaux «pour qu'ils puissent produire le vaccin rapidement». Rappelant qu'outre le Groupe Saidal, un opérateur privé est également en cours de négociations pour parvenir à produire le vaccin en Algérie, le laboratoire Frater Razes en l'occurrence, le directeur général de l'ANPP a assuré que le pays «possède les capacités de produire des vaccins à travers des processus chimiques mais aussi via la biotechnologie». De plus, il a souligné que le vaccin russe Spoutnik V est «l'un des plus performants dans le monde en termes d'efficacité, enregistrant de faibles effets secondaires». Un vaccin qui connaît, a-t-il

fait observer, un taux d'efficacité de 91,6 %. S'agissant de l'enregistrement des vaccins anti-Covid-19, Mansouri a fait savoir que l'Agence a pris des mesures spécifiques afin de les enregistrer et permettre la signature rapide des contrats d'acquisition. Ainsi, l'ANPP a enregistré le vaccin Spoutnik V et procède actuellement à l'enregistrement du vaccin Astra-Zeneca. En outre, l'Agence a entamé récemment, a-t-il ajouté, les procédures d'enregistrement du vaccin chinois. Par ailleurs, Mansouri a fait savoir que les niveaux de production nationaux de masques chirurgicaux assurent la disponibilité de ces produits, grâce à l'implication d'une quinzaine de producteurs locaux. Il a également noté que grâce à quatre opérateurs locaux, la production d'oxygène destinée aux établissements médicaux est satisfaisante. Intervenant lors de la même émission, le directeur général de l'Institut Pasteur, Fawzi Derrar,

a fait savoir que de nouvelles doses du vaccin Spoutnik V seront livrées à l'Algérie en février et mars, soulignant que l'Institut bénéficie d'assurances de ses partenaires étrangers quant à la disponibilité du vaccin. Le même responsable a indiqué que l'objectif est de vacciner 75 % des citoyens ayant plus de 18 ans, ce qui équivaut à 40 millions de doses nécessaires pour réduire considérablement la transmission du virus à travers le pays. Une période allant de six mois à plus d'un an est nécessaire pour achever la campagne de vaccination nationale, selon lui. Le premier responsable de l'Institut Pasteur a indiqué que la première phase de la campagne de vaccination nationale concerne les zones où les taux de contamination sont les plus élevés. Dans un second temps, a-t-il dit, il sera procédé à la vaccination des populations en zone de moindre contamination.

Thinine Khouchi



Le Brent s'approche de la barre des 60 dollars

# Le pétrole atteint son plus haut niveau depuis un an

■ Les prix de l'or noir poursuivent leur progression et on atteint leur plus haut niveau depuis février 2020, à savoir depuis un an. Après quatre séances consécutives de hausse, le Brent flirte avec la barre de 60 dollars le baril, plus franchie depuis le 20 février dernier, aux prémices de la pandémie de coronavirus.

Par Meriem Benchaouia

**S**elon les données publiées par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, le panier de l'Opep, constitué de prix de référence de 13 pétroles bruts, dont le Sahara Blend algérien, a terminé la semaine au plus haut niveau depuis un an, dépassant les 58 dollars. «Ce panier de référence de l'Opep (ORB), introduit en 2005, s'est élevé à 58,25 dollars le baril en fin de semaine, contre 57,72 dollars mercredi dernier», précise la même source.

L'ORB avait débuté le mois courant à 55,13 dollars, après avoir terminé 2020 en hausse de 6,56 dollars, ou 15,4 % en décembre dernier, pour s'établir à 49,17 dollars le baril contre 42,61 dollars en novembre dernier. Pour février, le brut de l'Opep maintient sa tendance haussière dans un contexte d'une progression des prix du brut de référence liés au milieu des signes d'amélioration des fondamentaux du marché pétrolier. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en avril a terminé la semaine en hausse de 50 cents ou 0,84 % à Londres par rapport à la clôture de jeudi, à 59,34 dollars. En séance, il avait grimpé à 59,75 dollars mais n'a pu franchir le seuil prépan-



Ph.D.R.

démie des 60 dollars, tandis que le baril américain de WTI pour le mois de mars s'est apprécié dans le même temps de 1,10 % ou 62 cents à 56,85 dollars, après avoir atteint 57,09 dollars, au plus haut depuis le 22 janvier 2020. Cette amélioration reste soutenue notamment par les efforts des membres de l'Opep et leurs alliés pour rééquilibrer le marché. Ils avaient affiché, lors de la 26<sup>e</sup> réunion du Comité ministériel conjoint de suivi (JMMC), tenue mercredi dernier, leur optimisme quant à une reprise de l'économie mondiale, et par ricochet, celle de la demande de pétrole brut. «Le JMMC a observé que si les perspectives économiques et la demande de

pétrole resteraient incertaines dans les mois à venir, le déploiement progressif de vaccins dans le monde est un facteur positif pour le reste de l'année, stimulant l'économie mondiale et la demande de pétrole», lit-on dans le communiqué final de la réunion. Ce Comité a également noté que depuis la réunion ministérielle d'avril 2020, l'Opep et les pays non membres de l'Organisation ont ajusté la production de pétrole à la baisse de 2,1 milliards de barils au total, stabilisant le marché pétrolier et accélérant le processus de rééquilibrage. Pour Matt Smith de Clipper Data, «le marché est un peu trop sûr de lui». L'analyste ne partage pas cet

optimisme sur la demande «alors que celle d'essence aux Etats-Unis est toujours inférieure de 10 % à ce qu'elle était il y a un an et que des confinements sont encore en vigueur en Europe et en Asie». «L'espoir et l'optimisme d'une reprise totale semblent déjà intégrés dans les prix et il est inévitable que l'on approche cette barre des 60 dollars», a affirmé l'analyste, soulignant «l'appétit général pour le risque à travers les marchés», comme l'a montré Wall Street en hausse pour la 5<sup>e</sup> séance d'affilée. S'il a atteint de nouveaux records en près d'un an, le Brent n'est cependant pas à son maximum de l'année dernière, à 71,75 dollars, touché le 8 janvier. **M. B.**

Une croissance moyenne annuelle de 5 %

## La consommation algérienne d'énergie en forte hausse

**L**a consommation nationale d'énergie n'a pas cessé d'augmenter durant la dernière décennie (2010-2019), enregistrant une forte hausse de 59 %. Alors que le programme national de l'efficacité énergétique adopté par le gouvernement en 2011, puis actualisé en 2015, visait globalement la réduction de la consommation énergétique de 9 % à l'horizon 2030, celle-ci a connu une forte hausse ces dernières années, agissant sur l'ensemble des secteurs de consommation ayant un impact significatif sur la demande d'énergie, notamment le transport, le bâtiment et l'industrie. Selon une évaluation réalisée par le Commissariat aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique (Cerefe), la consommation finale d'énergie est passée de 31,6 millions tonnes équivalent pétrole (TEP) en 2010 à 50,4 millions TEP en 2019, soit une augmentation de 18,7 millions TEP par rapport à 2010.

A la lumière de la première évaluation qui montre que notre pays a épuisé, entre 2010 et 2019, un peu plus que 230 milliards de mètres cubes de gaz

naturel (consommation directe et sous forme d'électricité), 148 millions TEP de produits pétroliers (essence et gasoil) et 20 millions tonnes de GPL, avec une croissance moyenne annuelle de 5 %, il devient plus qu'urgent de tout mettre en œuvre afin d'instaurer un modèle énergétique durable et sobre en ressources, souligne le Cerefe.

La consommation finale par tête d'habitant a augmenté de 55 % entre 2010 et 2019, alors que la croissance démographique était de 22 % pendant la même période.

Cet accroissement est tiré essentiellement par l'usage excessif des climatiseurs, engendrant des pointes de consommations électriques durant la période des grandes chaleurs, selon les explications du Cerefe.

L'analyse du Commissariat fait ressortir que le secteur des Transports a mobilisé à lui seul 142 millions TEP entre 2010 et 2019, soit une facture énergétique supérieure à celle globalement allouée à la production d'électricité (116 millions TEP). On peut comprendre qu'il est essentiellement question de

transport routier qui utilise exclusivement les combustibles liquides (essence, gasoil). Partant de ce constat, le Commissariat souligne que plusieurs voies s'offrent à l'Algérie afin de réorganiser de manière rationnelle le monde du transport et l'adapter aux exigences d'une efficacité énergétique devenue incontournable pour de multiples raisons, dont la sécurité de l'approvisionnement et la protection de l'environnement.

S'agissant des secteurs industriel et du BTP qui ne représentent que 22 % de la consommation énergétique totale au cours des dix dernières années (90 millions TEP), le Commissariat relève que celui-ci peut contribuer à une économie substantielle quant à sa demande énergétique, en l'encourageant à devenir lui-même auto-producteur à travers le déploiement de ses propres moyens de production à base de ressources renouvelables.

Le Commissariat ajoute que sur un autre plan et selon les procédés industriels, toutes les possibilités permettant la cogénération devraient être saisies,

afin d'en tirer profit de manière directe (recyclage de l'énergie récupérée dans le processus lui-même) ou indirecte (chauffage des locaux ou de l'eau sanitaire). S'ajoutent à cela, les déchets et les boues (issues des eaux usées, de l'extraction de pétrole...) qui peuvent être exploités comme combustibles dans les processus industriels, selon le même rapport, citant l'exemple des cimenteries.

S'agissant de l'évolution de la consommation finale d'énergie pour les produits liquides (produits pétroliers), elle est passée de 12,3 millions TEP en 2010 à 16,2 millions TEP en 2019, soit une croissance de 32 %.

La consommation sous forme d'électricité est passée, quant à elle, de 8,6 millions TEP en 2010 à 14,3 millions TEP en 2019, soit une augmentation de 66 %.

Sur ce point, le Commissariat note que la consommation directe de gaz naturel a plus que doublé de 112 %, passant de 8 millions TEP en 2010 à 17 millions TEP en 2019, avec un total de 120 millions TEP.

Selon la même source, la consommation de GPL est pas-

### LA QUESTION DU JOUR

## En Libye un nouvel exécutif mais pas encore des démissions formelles

Suite de la page une

**I**l serait même un gage de succès, étant donné que la mission à mener jusqu'à son terme indiqué, le 24 décembre de la même année, est purement transitoire. Le gouvernement à mettre en place à partir de maintenant ne pourra pas, et d'abord parce qu'il aura bien compris qu'il est non seulement provisoire, comme le fut aussi son prédécesseur, le GNA, dont on attend maintenant qu'il annonce sa dissolution, mais partant à une date fixée d'avance. De lui on pourrait presque dire qu'il est partant avant même que d'arriver. Ce n'est pas à un exécutif doté d'un programme aussi réduit que précis qu'il viendrait à l'idée de contracter des alliances avec des Etats étrangers ou de passer des traités avec tel ou tel d'entre eux, sous prétexte par exemple qu'il jouit de la reconnaissance de la communauté internationale. Ce nouveau gouvernement transitoire libyen, à la différence du GNA, connaît dès sa désignation ce qu'il a à faire et quand il doit quitter la scène. Il n'a pas vocation à s'éterniser. Encore faut-il qu'il puisse prendre ses fonctions, ce qui ne peut se faire que si les parties qui les exercent pour l'heure consentent à les lui céder. Or si jusqu'à à présent sa naissance a été saluée de bien des côtés, en particulier par les puissances occidentales, mais aussi par la Turquie, nulle déclaration du même esprit n'a été faite à Tripoli et à Tobrouk, où siègent ces mêmes deux gouvernements auxquels il doit se substituer, pour ainsi dire dans un seul élan. Normalement, personne ne devrait être à l'heure qu'il est en train de guetter une réaction de cet ordre. Tout aurait dû être réglé avant la dernière réunion de Genève. Des propos solennels auraient dû être prononcés disant que les pouvoirs en place où qu'ils soient, à l'est ou à l'ouest, cesseraient d'exister dès la proclamation des résultats des élections au sein du Forum. On n'a encore rien entendu de tel. Il est vrai qu'on n'a rien entendu non plus qui soit à l'opposé. De sorte qu'il faut encore attendre avant de savoir si la Libye est désormais pourvue d'un gouvernement d'un seul ayant autorité sur tout le pays, ou si elle vient d'être dotée d'un troisième, en plus des deux qu'elle a déjà. **M. H.**

sée de 2,3 millions TEP en 2010 à 2,8 millions TEP en 2019, avec un total décennal de 24 millions TEP. **Louisa Ait Ramdane**

Tizi Ouzou

# Reboisement à Cikh Houra et Ait Salah et randonnée de Chréa jusqu'à Ath Zikki

■ Une opération de reboisement a eu lieu vendredi au lieu-dit Cikh, situé entre les deux villages de la commune de Bouzeguène (60 km à l'est de Tizi Ouzou), à savoir Houra et Ait Salah, à l'initiative de l'Office des établissements de Jeunes (Odej) et de la Direction de la jeunesse, en collaboration avec la Conservation des forêts.

Par Hamid Messir

**D**es animateurs du mouvement associatif local étaient également présents pour apporter leur contribution à la réussite de l'événement. Près de 400 adhérents de différentes maisons de jeunes ainsi que de bénévoles venus des quatre coins de la wilaya ont pris part au reboisement de

cette zone pour lutter contre le phénomène de glissement de terrain. Près de 500 plants, essentiellement des pins d'Alep et des cyprès, ont été plantés tout au long du périmètre dudit site. L'opération s'est déroulée dans une ambiance bon enfant, sous un soleil printanier. Au terme de ce reboisement, les bénévoles ont eu droit à une randonnée pédestre depuis les monts de



Chréa surplombant Bouzeguène jusqu'à Iguer Mehdi de la commune d'Ath Ziki, sur une distance de plus de 12 kilomètres. Les randonneurs ont eu droit à un circuit au milieu des monts de Chréa, cumulant plus de 1 300 mètres d'altitude, sous un temps printanier et dans une ambiance

conviviale. Ils ont eu à découvrir de paysages époustouflants tout le long du circuit en présence de guides parmi les randonneurs habitués des lieux. La randonnée a été marquée par des haltes, notamment pour la pause-déjeuner mais aussi pour immortaliser des paysages et permettre à

certains de reprendre leur souffle après des ascensions de plusieurs centaines de mètres effectuées tout le long du circuit. Entamée peu après la mi-journée des monts de Chréa, la randonnée a pris fin vers 17h au niveau du chef-lieu de la commune d'Ath Ziki.

H. M.

## Tizi-Ouzou Un faussaire de billets de banque écroué

**UN INDIVIDU** a été écroué au courant de la dernière semaine à Tizi-Ouzou pour contrefaçon de billets de banque en monnaie nationale, a indiqué, vendredi, un communiqué de la sûreté de wilaya.

La somme de 24 000 DA, en coupure de faux billets de 2 000, a été saisie lors de l'arrestation du faussaire qui a été présenté au parquet de Larbaâ Nath-Irathen et mis en détention préventive pour contrefaçon de billets de banque, a-t-on précisé de même source. **R. A.**

## Communication/Bilan d'activités 2020

### Des réformes inclusives pour une communication «crédible» et «responsable»

**D**es réformes «inclusives» visant une révision globale et participative des textes législatifs et réglementaires du secteur de la Communication ont été entamées pour répondre aux ambitions du citoyen en termes de communication «crédible, libre et responsable», a indiqué, hier, le ministère de la Communication dans son bilan d'activités de l'exercice 2020. En adéquation avec les 54 engagements électoraux du président de la République pour une «presse libre, plurielle, indépendante et respectueuse des règles de professionnalisme, de l'éthique et de la déontologie», le ministère de la Communication a engagé des réformes qui concernent «la régulation des médias électroniques et de la publicité». Des initiatives qui visent à mettre fin aux «tentatives de fragmentation de la société algérienne», notamment à travers l'utilisation des réseaux sociaux, souligne la même source. Parmi les actions réalisées en 2020, un décret exécutif a vu le jour fixant les modalités d'exercice de l'activité d'information en ligne et la diffusion de mises au point ou rectificatifs sur le site électronique. Ce décret, qui donne une assise juridique aux médias électroniques et qui était attendu par

les patrons qui souhaitent obtenir la reconnaissance de leur service d'information en ligne, exige de ces derniers le dépôt d'une déclaration préalable auprès des autorités habilitées, selon le ministère qui ajoute que l'activité d'information en ligne «doit être exclusivement domiciliée, physiquement et logiquement en Algérie, avec une extension du nom de domaine «dz»». Un autre décret exécutif concernant l'établissement public de télédiffusion (TDA) a été modifié en 2020, permettant de «conclure, après accord du ministre la Communication, tout contrat commercial à titre onéreux pour la diffusion directe par satellite des programmes de chaînes audiovisuelles dont les régies finales de diffusion sont établies en dehors du territoire national». «La modification de ce décret est liée au lancement du satellite Alcomsat-1 de l'Agence spatiale algérienne (Asal) car la diffusion des chaînes étrangères par le satellite Alcomsat-1, nécessite un cadre juridique approprié», ajoute le bilan. Pour ce qui est de la commission chargée de délivrer la carte nationale de journaliste professionnel, le ministère a affirmé avoir «engagé la procédure prévoyant la modification de ce décret, afin de mettre en place la commis-

sion permanente chargée de délivrer la carte nationale du journaliste professionnel et ce, par l'organisation d'élections permettant d'élire les journalistes et les directeurs des médias devant siéger au sein de cette commission». Le ministère de la Communication a également lancé un appel à candidature «pour l'octroi d'autorisations de création de service de diffusion télévisuelle thématique». Ce projet d'arrêté «précisera le nombre de services de diffusion télévisuelle thématiques, les capacités et les spécifications techniques de diffusion. Il définit, également, les documents à fournir pour la candidature», note la même source, soulignant que cet appel à candidature concerne l'attribution d'autorisations à 24 chaînes de télévision thématiques sur le satellite Alcomsat-1. Un nombre qui est amené à être revu à la hausse, compte tenu de la disponibilité des infrastructures techniques de diffusion, est-il souligné. Pour le secteur de la publicité, le ministère de la Communication a initié un avant-projet de loi afin d'organiser les activités y afférentes et de fixer les règles relatives à son exercice. En sus, le secteur a également initié un avant-projet de loi relative au sondage, qui est en cours de

finalisation. Pour ce qui est de «l'urgence numérique» et dans le cadre de la numérisation de la diffusion télévisuelle et radiophonique en Algérie, le ministère de la Communication a procédé, depuis le 17 juin 2020, à l'extinction (Switch off) de la diffusion analogique télévisuelle terrestre et son remplacement par le réseau d'émetteurs de la télévision numérique terrestre TNT. Trois nouvelles chaînes dédiées à la famille, à la promotion du savoir et à l'histoire, à savoir (TV6, TV7 «El Maarifa») et TV8 «Adhakira»), ont enrichi le paysage médiatique audiovisuel en 2020. Le ministère a aussi lancé le déploiement de la Radio numérique terrestre (RNT) qui doit prendre en charge les futures chaînes radios autorisées. Cette technologie numérique a comme avantage la diffusion d'un très grand nombre de chaînes (9 à 18 radios par fréquence) comparativement à la FM avec une meilleure qualité d'écoute et des services à valeur ajoutée (insertion d'image, info trafic, etc.), selon le bilan du ministère de la Communication. Comme il a été procédé, au cours de la même année, au renouvellement du contrat relatif à la diffusion en ondes courtes d'un programme radiophonique spécifique pour la couverture de

la zone du Sahel du 17 octobre 2020 au 16 octobre 2021 et ce, en attendant la finalisation des projets de réalisation des stations de diffusion Ondes courtes à Béchar et Ouargla. La lutte contre la pandémie de Covid-19 qui a marqué l'année 2020, a, par ailleurs, mis les organes et entreprises de presse sur le pied de guerre, dès mars 2020, pour accompagner les efforts des hautes autorités du pays dans leur lutte contre la propagation de ce virus à travers notamment, la sensibilisation, la médiatisation et la prévention. Face à cette situation, le ministère de la Communication a mis à contribution l'ensemble de ses structures, établissements et entreprises, afin d'assurer une communication pérenne et accessible qui vise à informer le citoyen en temps réel de la situation relative à la pandémie et à parer à la désinformation et au discours jugé «alarmiste» véhiculé par certains médias. Un plan de communication institutionnelle basée notamment sur la couverture médiatique du point de presse quotidien en relation avec le Covid-19 a été également mis en œuvre avec l'élaboration d'une liste des personnes qualifiées et habilitées à intervenir à travers les médias, tous supports confondus. **R. N.**



Pêche en 2019

# La production nationale a atteint plus de 104 880 tonnes

■ La production halieutique nationale a atteint 104 881 tonnes en 2019 contre 120 354 tonnes en 2018, enregistrant une baisse de sa croissance annuelle de près de 13 %, selon l'Office national des statistiques (ONS).



Par Sara B.

Le recul de la production des pêches de capture s'explique principalement par le fait que 44,4 % de la flotte sont des «navires inactifs», selon les dernières données de l'Office sur les principaux indicateurs du secteur de la Pêche pour l'année 2019. Par groupes d'espèces, à l'exception des poissons démersaux qui ont représenté 7,4 % de la production globale, avec une hausse de production de plus de 31 %, les autres espèces ont connu des baisses de la production en 2019 par rapport à 2018. La production des poissons démersaux a atteint 7 742 tonnes contre 5,884 tonnes, en hausse de 31,6 %, indiquent les données statistiques de l'Office.

Les quantités de poissons pélagiques pêchés (y compris le

thon rouge), qui ont représenté plus de 72 % de la production globale, ont atteint 75 916 tonnes contre 92,330 tonnes, en baisse de 17,8 %, suivie de la production des poissons mouslusques avec 892 millions de tonnes contre 1 593 millions de tonnes (-44 %), les crustacés avec 2 142 tonnes contre 2 192 tonnes (-2,3 %), les raies et squales avec 197 tonnes contre 355 tonnes (-44,5 %) et enfin la production plaisancière et aquacole qui a connu une relative stagnation avec 17 992 tonnes.

Les poissons pélagiques sont ceux qui vivent en-dessous de 200 mètres de profondeur de la mer (thon, maquereau...) alors que les poissons démersaux sont ceux qui vivent au-dessus du fond et sont très dépendants du fond d'où ils tirent leur nourriture (dorade, merlu, merlan, morue...). Par zone d'activité

aquacole, la pêche continentale (barrage, lac, bassins agricoles et plans d'eau) a produit 2 230 tonnes en 2019, soit 47,1 % de la production totale, accusant une baisse de 27,4 % par rapport à 2018. Pour ce qui est de la pisciculture d'eau marine et de la conchyliculture, la production a atteint 2 505 tonnes, enregistrant une augmentation de 23,5 %. Quant à la répartition régionale de la production halieutique globale, l'Office précise que la plupart des 14 wilayas côtières ont affiché un recul de la production, à l'exception des wilayas de Skikda (+24,7 %), Boumerdès (21,4 %), El-Tarf (17,9 %) et Annaba (14,5 %). La wilaya de Ain Témouchent, même avec une chute estimée à plus de 33 %, demeure toujours la première productrice de poissons avec une production évaluée à 15 426 tonnes, soit près de 15 %

de la production nationale.

## Hausse des exportations des poissons vivants

Concernant le commerce extérieur des produits halieutiques, l'ONS indique que 1 999,3 tonnes ont été exportées en 2019 pour une valeur de 9,14 millions de dollars contre 4 158,6 tonnes pour une valeur de 12,38 millions de dollars en 2018, soit une baisse de près de 52 % en volume et de 26,2 % en valeur. En revanche, le volume des poissons vivants, qui représentent près de 40 % du volume global de ces exportations, a augmenté de 98,8 %, passant de 395,2 tonnes en 2018 à 785,6 tonnes en 2019, a ajouté la même source. Les importations, par contre, ont augmenté de 13,6 % en volume, atteignant 35 064,6 tonnes contre 30 862,5 tonnes en 2018. Cette variation haussière s'explique notamment par «l'augmentation des importations des filets de poissons et des poissons frais, avec respectivement +37,9 % et +44,5 %». A l'inverse de ces deux produits, l'importation des poissons congelés qui représen-

t 31 % du total des importations, a diminué de 3,7 % par rapport à la même période de comparaison. En termes de valeur, le montant de ces importations s'est établi à 117,8 millions de dollars en 2019 contre 99,5 millions de dollars en 2018, en hausse de 18,4 %. Près de 61 % du montant global des importations résultent de l'importation des filets de poissons, soit près de 72 %, détaille l'organisme des statistiques. La balance commerciale du secteur de la Pêche a connu un déficit de 108,7 millions de dollars en 2019, contre

un déficit de 87,2 millions de dollars en 2018, en hausse de 24,7 %. Les exportations des produits halieutiques ont assuré la couverture des importations à hauteur de 7,8 % contre 12,4 % en 2018, accusant ainsi un recul (de taux de couverture) de 37,6 %, selon l'ONS.

S. B.

Chicago

## Le blé se reprend, le maïs et le soja oscillent pour terminer en baisse

LE COURS du blé, sur la pente descendante depuis fin janvier, a corrigé sa trajectoire, vendredi à Chicago, tandis que le maïs et le soja ont oscillé dans l'attente d'un rapport du ministère américain de l'Agriculture mardi. Le prix du blé s'est repris (+0,63 %) après les baisses des dernières séances, notamment dues à de meilleures prévisions météorologiques dans les plaines américaines. «On a eu une belle descente des cours et c'est peut-être allé un peu trop loin», a indiqué Jason Britt de Central State Commodities pour expliquer le regain d'appétit des courtiers pour la céréale. D'autant plus que le dollar s'est affaibli ce qui en général soutient les cours du blé et les exportations. «Le dollar s'était apprécié pendant deux semaines et son net recul vendredi a aidé», a encore indiqué Jason Britt. Le maïs et le soja, qui ont terminé dans le rouge, ont hésité tout au long de la séance entre terrain positif et négatif, alors que tous les yeux sont braqués sur le prochain rapport Wasde sur les estimations mondiales de l'offre et de la demande des produits agricoles, qui sera publié mardi. Pour Brian Hoops de Midwest Market Solutions, «il n'y a presque aucun doute qu'il y aura une réduction des stocks de maïs et de soja». Une vente à l'exportation de 101 600 tonnes de maïs vers une destination inconnue, annoncée par le département américain de l'Agriculture, a peu aidé le cours. Avec la fête du Nouvel An chinois la semaine prochaine, les courtiers n'attendent pas de commandes imminentes de la part de la Chine. Le boisseau de blé (environ 27 kg) pour livraison en mars a terminé à 6,4125 dollars contre 6,3750 dollars, en hausse de 0,63 %. Le boisseau de maïs (environ 25 kg) pour livraison en mars a fini à 5,4850 dollars contre 5,5000 dollars la veille, en baisse de -0,27 %. Le boisseau de soja (environ 27 kg) pour livraison en mars a terminé à 13,6675 dollars contre 13,7250 dollars à la dernière clôture, en repli de -0,41 %. **Nabila T.**

USA

## La patronne du FMI soutient le plan de sauvetage économique de Biden

La directrice générale du Fonds monétaire international a soutenu le plan de sauvetage de l'économie du Président américain Joe Biden, dont le montant gigantesque de 1 900 milliards de dollars fait débat aux Etats-Unis.

«Étant donné les incertitudes exceptionnelles, et plus important, étant donné que les ménages et les entreprises souffrent encore beaucoup, nous pensons que l'utilisation de cet espace budgétaire est approprié», a déclaré Kristalina Georgieva lors d'une table ronde virtuelle avec des journalistes. Le montant du paquet d'aides, qui comprend notamment des aides directes aux ménages, des enveloppes pour les écoles et

les Etats et la vaccination, se heurte à l'opposition des sénateurs républicains qui soulèvent le risque de dérapage des finances publiques.

Une tribune, publiée jeudi dans le «Washington Post», de Lawrence Summers, ancien président de l'université de Harvard, ancien secrétaire au Trésor et ancien conseiller économique de Barack Obama, note que ce plan est «admirablement ambitieux» mais il comporte aussi des risques.

«Nous soutenons la détermination du Président Biden à se concentrer sur les aides à fournir, les dépenses sur les vaccins, les tests, les soins de santé, (...) pour aider les personnes les plus en difficulté avec une aide

alimentaire», a pour sa part indiqué M<sup>me</sup> Georgieva.

Le FMI est «un grand partisan, a-t-elle dit, des crédits d'impôts pour la garde d'enfants», l'une des mesures phare contenues dans le plan de Joe Biden. Alors que les sénateurs républicains veulent exclure les collectivités locales des aides, la dirigeante a rétorqué qu'il est «clairement nécessaire de soutenir les Etats et les gouvernements locaux» pour fournir les services qu'on attend d'eux.

Par ailleurs, en consacrant des fonds aux écoles – autre mesure que les républicains ne veulent pas acter – l'administration Biden signale «au reste du monde» l'importance d'investir dans les écoles alors que les

élèves ont pris beaucoup de retard dans leur cursus scolaire avec de nombreux établissements fermés depuis près d'un an. Elle a reconnu qu'il fallait évidemment être attentif aux risques, dont la dette et la potentielle surchauffe de l'économie.

«Mais nous avons la meilleure secrétaire au Trésor possible», a jugé Kristalina Georgieva, en référence à la nouvelle ministre de l'Economie américaine Janet Yellen, qui est aussi l'ancienne présidente de la Banque centrale. Pour passer outre l'opposition républicaine pour faire adopter le plan au Congrès, les démocrates pourraient utiliser une procédure de vote à la majorité simple.

Farid Y.



Yémen

# Les États-Unis vont retirer les Houthis de leur liste de groupes terroristes

■ Les États-Unis vont retirer les rebelles Houthis du Yémen de leur liste de groupes terroristes, une désignation que les organisations humanitaires jugeaient néfaste aux efforts d'aide sur le terrain, tandis que les belligérants des deux camps ont loué les efforts de paix de Washington dans leur pays.

Par Mourad M.

Le secrétaire d'État Antony Blinken a informé, vendredi, le Congrès de son intention de retirer les Houthis de la liste des groupes considérés comme terroristes par Washington, a annoncé le département d'État.

«Nous avons formellement notifié au Congrès l'intention du secrétaire d'État d'annuler cette

désignation», a déclaré un porte-parole du département d'État. La mesure prendra effet rapidement.

Les Houthis avaient été classés parmi les groupes terroristes par l'administration du Président Donald Trump, et des organisations d'aide humanitaire estimaient que cette désignation entravait leur action sur le terrain.

Le porte-parole du département d'État a précisé que la mesure annoncée vendredi se

fondait uniquement sur ces considérations.

«Cette décision n'a rien à voir avec ce que nous pensons des Houthis et de leur conduite répréhensible, dont des attaques contre des civils et l'enlèvement de citoyens américains», a-t-il dit.

«Nous nous sommes engagés à aider l'Arabie saoudite à défendre son territoire contre de nouvelles attaques. Notre action est due uniquement aux conséquences humanitaires de cette désignation de dernière minute de l'administration précédente, dont les Nations unies et des organisations humanitaires ont depuis dit clairement qu'elle allait accélérer la plus grave crise humanitaire au monde», a expliqué le porte-parole.

Des organisations humanitaires ont déclaré qu'elles n'avaient pas d'autre choix que de traiter avec les Houthis, qui gouvernent de facto une grande partie du Yémen dont la capitale Sanaa, et que leur désignation comme terroristes les exposaient au risque d'être poursuivis en justice par les États-Unis.

Le prédécesseur d'Antony Blinken, Mike Pompeo, avait justifié cette mesure en soulignant les liens des Houthis avec l'Iran, auquel le Président Trump était très hostile, et en rappelant une attaque meurtrière des rebelles le 30 décembre sur l'aéroport d'Aden, la deuxième ville du Yémen.

La mesure annoncée vendredi intervient après un discours du Président Joe Biden dans lequel il a annoncé la fin du soutien des États-Unis à la coalition militaire menée par l'Arabie saoudite qui



Ph. &gt; D. R.

combat les Houthis au Yémen.

Les belligérants ont réaffirmé leur volonté de mettre fin au conflit après l'engagement de M. Biden à soutenir les «efforts diplomatiques», mais une solution apparaît toujours hors de portée à ce stade, estiment des experts.

Le conflit oppose depuis plus de six ans les rebelles Houthis aux forces gouvernementales, soutenues depuis 2015 par une coalition menée par l'Arabie saoudite. Il a fait des dizaines de milliers de morts et des millions de déplacés, selon des organisations internationales, et provoqué la pire crise humanitaire au monde, selon l'ONU.

Dans son premier discours de politique étrangère depuis qu'il a succédé à Donald Trump, Joe Biden a mis fin jeudi au soutien américain à la coalition et a appelé à renforcer les efforts diplomatiques pour mettre fin au conflit. «Cette guerre doit cesser», a-t-il martelé, annonçant l'annulation de ventes d'armes à l'Arabie saoudite. M. Biden a

confirmé la nomination d'un diplomate chevronné, Timothy Lenderking, comme émissaire des États-Unis pour le Yémen.

Le gouvernement yéménite reconnu par la communauté internationale a salué ces annonces, soulignant «l'importance de soutenir les efforts diplomatiques» et saluant la nomination de M. Lenderking comme une «étape importante pour mettre fin à la guerre causée par les Houthis soutenus par l'Iran».

L'Iran nie fournir des armes aux Houthis mais ne cache pas son soutien politique aux rebelles.

Les Houthis ont apporté leur soutien à l'approche de la nouvelle administration américaine, qui avait indiqué dès janvier qu'elle reconsidérerait la décision de M. Trump d'inscrire les rebelles sur sa liste des organisations terroristes.

«Nous sommes prudemment optimistes», a indiqué à l'AFP Hamid Assem, un responsable Houthi. M. M.



## Commentaire

Priorités

Par Fouzia Mahmoudi

Conscient qu'il ne lui reste pas beaucoup de temps pour convaincre Emmanuel Macron, François Bayrou multiplie ses efforts pour faire de la proportionnelle parlementaire une priorité politique du président français. Jeudi, le président du MoDem, également allié solide de Macron, a envoyé une lettre à l'Élysée pour demander «une représentation juste et pluraliste» et «un changement de culture politique» par l'instauration de la proportionnelle pour les législatives de 2022, une initiative reprise par Julien Bayou (EELV), Marine Le Pen (RN) et Jean-Christophe Lagarde (UDI). «Le but que nous nous fixons est de faire apparaître qu'il y a dans la démocratie française une majorité de forces politiques et de responsables politiques qui pensent qu'une loi électorale juste est désormais nécessaire», a expliqué le dirigeant centriste et haut commissaire au Plan. Dans son courrier au chef de l'État, Bayrou fustige «la brutalité» de l'actuel scrutin majoritaire, qui selon lui «freine la fonction de contrôle et empêche de fait tout dialogue utile entre les sensibilités politiques». «Or, nous avons plus que jamais besoin, non seulement d'une représentation juste et pluraliste, mais aussi d'un changement de culture politique qui permette, entre les différents courants politiques, chaque fois que possible, dialogue et coresponsabilité», fait valoir le candidat malheureux aux présidentielles de 2002, 2007 et 2012. L'offensive de Bayrou a été appuyée par les leaders d'EELV, du RN et de l'UDI, qui ont envoyé un courrier similaire dans la journée au président de la République. Pour le patron d'EELV, «c'est une question de pluralité de notre démocratie», a-t-il expliqué, en faisant observer que son mouvement politique a toujours soutenu la proportionnelle. Alors que François Bayrou propose de reprendre le système qui avait été mis en place en 1986, par circonscription départementale, Julien Bayou propose, quant à lui, des circonscriptions régionales, voire une seule liste nationale. Selon des sources concordantes, plusieurs présidents de groupes parlementaires ainsi que des élus socialistes, dont le maire de Dijon, François Rebsamen, s'approprient également à envoyer une missive. Il est à rappeler que l'instauration d'une dose de proportionnelle figurait parmi les promesses de campagne du candidat Emmanuel Macron lors de la campagne présidentielle de 2017. Mais «cette réforme n'est pas une priorité à ce stade», s'était agacé il y a quinze jours l'entourage du chef de l'État. Les stratèges macronistes plaident par ailleurs pour une mise en œuvre après 2022, notamment pour des raisons de calendrier parlementaire : la loi interdit en effet de retoucher le mode de scrutin moins d'un an avant sa tenue, c'est-à-dire qu'une réforme doit être adoptée d'ici quatre mois pour des élections législatives prévues en juin 2022. Mais, selon François Bayrou, «dans le cas où l'on considère qu'il y a des blocages dans les organisations», une telle réforme «peut aussi être adoptée en consultant les Français par un référendum». Le patron du MoDem rappelle, par ailleurs, que «tous les pays qui sont nos partenaires au sein de l'Union européenne, sans exception, ont organisé leur représentation parlementaire selon ce principe de pluralisme et de justice». Mais il est fort à parier, à moins que l'opinion ne se saisisse de cette question, l'Élysée restera sourd aux réclamations de Bayrou et des autres chefs de parti. Après tout, l'équipe présidentielle peut aisément mettre en avant la crise sanitaire et économique liée au Covid-19 pour prêter un manque de temps et de ressources pour se préoccuper d'une question qui ne semble pas enthousiasmer plus que ça les Français, qui s'inquiètent plutôt de la vaccination et de la pérennité de leurs emplois. F. M.

Birmanie

## Plusieurs milliers de manifestants à Rangoun, un Australien arrêté

Plusieurs milliers de Birmans ont manifesté hier à Rangoun, le plus gros rassemblement depuis le coup d'État contre Aung San Suu Kyi, tandis que les généraux putschistes censurent internet et poursuivent les arrestations.

Dernière en date, celle d'un conseiller économique de l'ex-dirigeante de 75 ans, l'Australien Sean Turnell, retenu dans son hôtel depuis hier.

«Je suis actuellement détenu et peut-être accusé de quelque chose. Je ne sais pas ce que cela peut être», a déclaré à la BBC ce professeur de l'Université Macquarie en Australie qui ne travaillerait plus pour le prix Nobel de la paix, selon un de ses proches.

Il s'agit de la première arrestation connue d'un ressortissant étranger depuis le putsch.

A Rangoun, quelque 3 000 personnes, dont beaucoup de jeunes, ont défilé près d'une université de la capitale économique, arborant masques, foulards et bracelets rouges aux couleurs de la Ligue nationale pour la démocratie (LND), le parti d'Aung San Suu Kyi arrêtée lundi.

«A bas la dictature militaire», ont crié les contestataires, agitant des drapeaux de la LND et faisant le salut à trois doigts, un geste de résistance emprunté au cinéma américain. «Nous sommes ici pour nous battre pour la prochaine génération, pour les libérer de la dictature militaire», a déclaré à l'AFP une des manifestantes. Aucune confrontation n'a eu lieu avec les forces de l'ordre, déployées en nombre.

La censure se poursuit. Le

pays connaît des coupures internet importantes sur l'ensemble du territoire, selon l'ONG de surveillance, NetBlocks.

Le groupe norvégien Telenor, l'un des principaux opérateurs de télécommunications en Birmanie, a par ailleurs indiqué que les autorités avaient ordonné de «bloquer temporairement» l'accès aux données mobiles, «invoquant la circulation de fausses informations et des risques pour la stabilité du pays».

L'accès à Facebook, principal outil de communication pour des millions de Birmans, Twitter et Instagram est aussi nettement restreint. Objectif : tenter de faire taire la contestation, sans présenter sur les réseaux sociaux où les hashtags #WeNeedDemocracy, #HeartheVoiceofMyanmar et #Freedomfromfear ont été utilisés des millions de fois.



Mis en ligne depuis quelques jours

# «Dz'ombie» connaît un franc succès

■ Tout le monde en parle. Le court-métrage intitulé «Dz'ombie» connaît un franc succès sur les plateformes numériques. Ce film humoristique de science-fiction, incarné par les influenceurs algériens Mourad Oudia et Arkam Slama alias Zdw, a beaucoup fait parler de lui depuis sa mise en ligne. Le film a vu aussi la participation des influenceurs Mnanauk, Numidia Lazoul, Houcine Chirane et GDH.



Par Abla Selles

Ce court-métrage, dont la bande annonce a été diffusée au début du mois de janvier dernier, était très attendu par les fans des influenceurs algériens. D'ailleurs trois jours après sa mise en ligne, le film a enregistré plus de 350 000 vues. Un grand nombre de messages d'encouragement et de critiques ont été

envoyés sur la chaîne YouTube. «Bravo, c'est un travail magnifique», écrit un fan. «C'est un beau travail, merci pour nous avoir fait rire», ajoute une autre. Même les réseaux sociaux parlent de ce film. Les internautes y trouvent «un beau sujet pour faire rire».

Le film relate l'histoire de deux amis dont la relation remonte à des années et qui ont vécu une drôle d'aventure. Dans un

monde où un virus frappe l'humanité, les deux amis restent fidèles à leur relation et affrontent ensemble des êtres étranges dont les yeux sont pleins de mal et de sang. Il s'agit bien sûr des zombies. Les deux amis ont pris un des choix les plus difficiles afin de survivre et fuir ce monde. Un autre personnage apparaît pour les aider à atteindre leur but et sortir vivants de cette aventure bizarre.

Disponible gratuitement sur la chaîne YouTube de Mourad Oudia et Arkam Slama, ces derniers se sont mis dans la peau de plusieurs influenceurs des réseaux sociaux pour créer des moments de rire et de joie.

Il est à noter que depuis le début du confinement lié à la pandémie de Covid-19, les gens sont allés vers les plateformes numériques, devenues un bon moyen pour assurer la continuité

des activités artistiques. Même de grands chanteurs ont mis en ligne leurs derniers albums. Quant à la production filmique, beaucoup d'événements et festivals virtuels ont été organisés en cette période. Il faut savoir également que la sortie de plusieurs films a été repoussée à des dates ultérieures à cause du Covid-19. A. S.

## Biopic sur Elvis Presley Sortie repoussée à 2022

IL VA FALLOIR patienter pour découvrir le film de Baz Luhrmann sur Elvis Presley. Le réalisateur australien avait prévu de sortir son biopic le 5 novembre prochain, mais d'après Billboard, la Warner a décidé de repousser sa sortie officielle au 3 juin 2022. La bonne nouvelle, c'est que puisqu'il ne sort pas en 2021, ce film, dont le titre n'a pas encore été dévoilé, pourrait bénéficier d'une vraie sortie en salles, au lieu d'être diffusé en streaming sur HBO Max, comme la grande majorité des «gros» films du studio cette année. Warner Bros n'a pas encore révélé si c'était le cas, mais il est possible que cette décision ait été prise justement pour permettre à ce long-métrage très attendu de bénéficier d'une sortie traditionnelle. Austin Butler jouera le rôle du King, tandis que Maggie Gyllenhaal interprétera sa mère, Gladys Presley, et Tom Hanks incarnera le colonel Tom Parker, le manager controversé de la légende du rock. C'est d'ailleurs sur leur relation que se concentre le film, qui n'est pas envisagé comme un biopic traditionnel. Le tournage a été particulièrement chaotique, interrompu en début d'année dernière quand Tom Hanks a contracté le coronavirus en mars. Première célébrité de premier plan à être tombée malade du Covid-19, il s'était efforcé dans les mois qui ont suivi de sensibiliser et de faire de la prévention pour un virus qui n'était pas forcément pris au sérieux par l'ancien locataire de la Maison-Blanche. Ce nouveau bouleversement dans le planning de la Warner donne en tout cas une indication sur la manière dont le studio compte gérer les prochains mois. D'autres films, prévus pour une sortie en streaming, pourraient à leur tour être retardés si les premiers «essais» de sorties sur HBO Max s'avèrent être des échecs. R. I.

Salon national de la photo à Béchar

## Mahdaoui Othmane remporte le premier Prix

Le jeune Mahdaoui Othmane Ali de la wilaya d'Oran a remporté, jeudi soir, le prix de la meilleure photo du 1<sup>er</sup> Salon national de la photographie de Béchar.

Le jury de cette manifestation artistique et culturelle a décerné les deuxième et troisième prix respectivement à Manari Akram de Tiaret et Bachir Ben Souana de Tlemcen, au cours d'une cérémonie organisée à la maison de la culture «Kadi-Mohamed», en présence des participants, des responsables locaux du secteur de la Culture et d'un nombreux

public, essentiellement des jeunes fans de photographie.

Les membres du jury du salon qui s'est tenu du 2 au 4 du mois courant, a eu à évaluer 56 œuvres des 28 participants issus d'une vingtaine de wilayas du pays, a savoir deux œuvres par participants (noir et blanc et couleurs).

«Cette manifestation, que nous avons initiée pour la première fois à Béchar avec la contribution de la Direction de la maison de culture, ambitionnait d'offrir une nouvelle opportunité aux jeunes photographes ama-

teurs et professionnels pour mettre en évidence leur travail et permettre aux visiteurs du salon de découvrir leurs œuvres», a indiqué Mustapha Jaja, président de l'association locale «Media Grooz» pour le cinéma et l'audiovisuel, principale organisatrice de l'événement.

Le salon a été marqué aussi par son volet formation à travers deux ateliers d'initiation et de pratique des bases de la photographie et le choix des appareils et des prises de vue adéquats, ainsi que de la photographie et la réalité, encadrés par des spé-

cialistes de l'image qui ont permis aux participants d'améliorer leurs connaissances en matière de nouvelles technologies de photographie et de photographie de presse.

«Patrimoine et beauté de mon pays», a été le principal thème de la première édition du salon qui avait pour principal objectif de faire de la photographie un outil de promotion du patrimoine culturel national matériel et immatériel et des richesses naturels et touristiques de l'Algérie, a conclu M. Jaja.

F. H.

Le plus vieil acteur oscarisé

## Le canadien Christopher Plummer est mort

Après une longue carrière dans le cinéma, l'acteur avait obtenu son premier Oscar à 82 ans. L'acteur canadien Christopher Plummer, révélé par «La mélodie du bonheur», est décédé à l'âge de 91 ans, a annoncé, vendredi, son agent, cité par les médias américains. «Chris était un homme extraordinaire qui aimait et respectait profondément son métier», a déclaré Lou Pitt, son ami et agent depuis des décennies, louant son «formidable style à l'ancienne» et ses facultés d'autodéri-

sion. «C'était un trésor national qui tenait beaucoup à ses racines canadiennes». Christopher Plummer a passé son enfance à Montréal, ce qui lui a permis par la suite de mener une carrière à la fois en anglais et en français. Christopher Plummer comptait soixante-quinze ans de carrière mais avait dû attendre l'âge vénérable de 82 ans pour décrocher son premier Oscar, en 2012, pour un second rôle aux côtés d'Ewan McGregor et de la Française Mélanie Laurent

dans «Beginners». Il reste à ce jour l'acteur le plus âgé à remporter la précieuse statuette dorée. L'acteur avait également été sélectionné aux Oscars quelques années plus tard, pour «Tout l'argent du monde» de Ridley Scott, un film dans lequel il avait remplacé au pied levé Kevin Spacey, rattrapé par des accusations d'abus sexuels. Le nom de Christopher Plummer reste paradoxalement peu connu du grand public bien qu'il ait joué dans plus d'une centaine de films aussi variés que

«L'armée des 12 singes» de Terry Gilliam, «Malcolm X» de Spike Lee ou encore «Star Trek 6 : Terre inconnue» de Nicholas Meyer. Il avait encore récemment tenu un rôle dans «A couteaux tirés» de Rian Johnson, aux côtés de Daniel Craig et Chris Evans. Christopher Plummer s'est éteint à son domicile du Connecticut, dans le nord-est des Etats-Unis, aux côtés de son épouse Elaine Taylor, avec laquelle il était marié depuis cinquante-trois ans.

Ses travailleurs interviennent dans des conditions extrêmes

# Enafor, les chercheurs d'or noir

■ L'Entreprise nationale de forage (Enafor) est chargée de réaliser des puits d'exploration et de développement d'hydrocarbures pour le compte de la Sonatrach. Les ingénieurs et les techniciens, que nous avons rencontrés sur le site Hassi-Messaoud Sud, travaillent dans des conditions extrêmes pour trouver du pétrole et du gaz et se disent prêts à s'engager à l'international

Par Mehdi Mourad

■ Nous avons le plaisir de vous livrer le second dossier, comprenant un reportage et un entretien, de la série «Février de l'Energie». Première initiative du genre dans l'histoire de la presse nationale, votre quotidien «Le Jour d'Algérie» vous annonce que le mois de février sera placé sous la bannière de l'Energie. Dans une série d'articles consacrés au thème des hydrocarbures et autres formes d'énergie, il vous sera proposé un bouquet de reportages et d'entretiens, confectionnés par une équipe de journalistes spécialement dépêchée sur les lieux, tant dans le sud que dans le nord du pays. Le lecteur sera convié tout au long de ce mois, à intervalles réguliers de parution, à apprécier un travail de fond, fait d'analyses et diagnostics élaborés par des experts rencontrés au sein des entreprises du secteur et dans les espaces de production.

L'Entreprise nationale de forage célèbre cette année son 55<sup>e</sup> anniversaire. Créée en 1966 par la Sonatrach et la compagnie américaine Sedco, elle portait alors le nom d'Alfor et ne disposait que d'un appareil. En août 1981, Alfor devient à 100 % algérienne et prend la dénomination d'Enafor. Depuis 55 ans, les opérateurs de cette entreprise font tous le même rêve : découvrir un gisement de la taille de celui de Hassi Messaoud ou de Hassi Rmel. Mais ils partagent également le même cauchemar : ne rien trouver en forant le sous-sol après d'intenses efforts. Il faut dire que la technologie permet d'avoir des indices importants sur le potentiel d'un puits. Ces données, issues de l'exploration sismique en 2D et 3D, sont fournies par l'Entreprise nationale de géophysique (Enageo), une autre filiale de la Sonatrach. Après interprétation des images, les ingénieurs de la division exploration et production identifient les sites dans lesquels l'Enafor doit lancer les opérations

Mounir Bediaf (3<sup>e</sup> à partir de la droite), chef du chantier de l'Enafor 49 et son équipe

## Métier à risque

Dans le domaine pétrolier, les foreurs font partie de l'élite. Ils sont les premiers à entrer en contact avec l'or noir dès qu'il apparaît à la surface. Travailler sur un rig ou derrick, ces appa-

hydrocarbures et de la chimie (ex-INH) de Boumerdès, il s'est spécialisé dans la production et le forage. Son diplôme en poche, il a dû passer une autre formation au sein de la sonde-école de l'Enafor en 2004. «Pour travailler sur un rig, il est important d'avoir une connaissance parfaite de

massives. La pièce la plus légère peut vous arracher un membre. Nous devons rester concentrés en permanence», souligne Mounir. Travailler sur un chantier met les nerfs à rude épreuve. «Nous sommes également confrontés au stress, nous sommes loin de nos familles puisque nous sommes soumis au système de travail 4x4 (4 semaines de travail et 4 semaines de repos), l'isolement. Tout ceci influe sur le mental, nous devons donc gérer notre stress».

## Priorité à la sécurité

Le rôle du chef de chantier est capital, notamment en matière de sécurité. Il supervise les safety-meeting (réunion de sécurité) qui servent à analyser les risques et les moyens de les éviter. Il est également le garant de la cohésion entre tous les membres de l'équipe. «Les notions de cohésion et d'entente sont très importantes. Il est impossible de travailler dans des conditions difficiles si des opérateurs ne s'entendent pas. C'est l'accident assuré. Travail sans arrêt, par rotation de 12 heures, par un système d'équipes de jour et de nuit. C'est un rythme soutenu. Le chef de chantier est le garant de cette cohésion. Il faut être à l'écoute de tous les travailleurs, de leur sécurité mais aussi de leurs préoccupations, tant professionnelles que personnelles. Un ouvrier qui n'est pas concentré peut mettre sa vie et celles de ses collègues en danger», précise Mounir Bediaf. Il faut dire que l'année 2020 a été particulièrement complexe à cause de la pandémie de Covid-19. L'Enafor 49, au même titre que les autres unités de l'entreprise, a dû redoubler de vigilance pour gérer cette crise. Dès le début de la pandémie, il a fallu préserver les équipes qui étaient sur chantier en évitant tout contact avec l'environnement extérieur. Il n'y a donc pas eu de relèves durant plusieurs semaines.



Chantier de forage de l'Enafor 49 à Hassi-Messaoud Sud

de forage. Dans une campagne d'exploration, il est nécessaire de forer plusieurs puits pour déterminer le potentiel et délimiter un gisement.

reils de forage d'une trentaine de mètres de haut, ne s'improvisent pas. Mounir Bediaf, chef de chantier à l'Enafor, en sait quelque chose. Diplômé de la faculté des

tous les métiers, de manœuvre jusqu'à driller», explique-t-il. Mounir Bediaf supervise actuellement l'Enafor 49, un chantier de forage qui sillonne le désert algérien à la recherche d'hydrocarbures. Une équipe de forage comprend environ 25 membres, plus un médecin, l'équipe de catering, l'hôtellerie et la logistique. Les foreurs n'aiment pas se plaindre, mais la pénibilité de leur quotidien est une réalité. «C'est un métier très risqué, il faut en être conscient avant même de débuter sa formation. Il faut être très concentré. Que ce soit durant les opérations de routine ou pendant les opérations spéciales. La vigilance est de mise. Nous évoluons dans un milieu où il y a peu d'espace, avec des pièces métalliques lourdes et



Sonde-école de l'Enafor à Hassi-Messaoud



Mohamed Bennezzar (président-directeur général de l'Enafor) au «Jour d'Algérie» :

# «Nous cherchons la performance et la pérennité»

■ En dépit de la double crise, due à la chute des prix du baril et la pandémie de Covid-19, qui a sapé les performances des entreprises nationales activant dans le secteur des hydrocarbures, l'Entreprise nationale de forage, filiale de la Sonatrach, tente de maintenir ses performances de leader dans son créneau et surtout surpasser la crise en cours. Tout en nous présentant son entreprise, Mohamed Bennezzar, président-directeur général, expose au «Jour d'Algérie» les contours du défi que compte relever l'Enafor.

Entretien réalisé par Mourad Hadjersi

**Le Jour d'Algérie : Peut-on avoir un aperçu sur le métier de l'Enafor dans la chaîne de production nationale des hydrocarbures ?**

**Mohamed Bennezzar :** L'Entreprise nationale de forage (Enafor) est la deuxième entreprise en matière de réalisation des puits d'hydrocarbures avec 42 % des parts de marché en Algérie. C'est une filiale à 100 % de Sonatrach à travers son holding SPP (Sonatrach parapétrolier) et dispose de 52 derricks, appareils de forage. Les donneurs d'ordre pour le forage c'est à 100 % Sonatrach, soit à travers sa Division développement pour tout ce qui est inhérent aux puits de développement, soit à travers sa Division d'exploration pour les puits de recherche et exploration, mais c'est la Direction forage qui donne l'ordre à l'Enafor pour réaliser des puits.

L'Enafor a aussi diversifié son portefeuille pour travailler avec les associés, c'est-à-dire les groupements en association. Aujourd'hui, nous avons des appareils de forage avec le groupement (PTTEP) qui développe actuellement son gisement, comme nous avons des appareils avec le groupement (GSE) Sonatrach-Enie et le groupement «Isarene». Nous avons participé à un certain nombre d'appels d'offre avec Total (TFT), Cepsa-RKF, le groupement de Reggane, comme nous avons participé à des appels d'offres au Moyen-Orient.

L'Enafor dispose ainsi d'une expérience de plus de 54 ans dans le forage. Nous avons travaillé à l'international au Sultanat de Oman, de 2005 à 2011, où nous avons réalisé 11 puits. Dans cette perspective, et vu la réduction du plan de charge au niveau national, nous comptons nous développer à l'international.

**L'Enafor a-t-elle les ressources humaines et logistiques pour ses plans de charge ?**

L'effectif global de l'Enafor dans son ensemble est de 6 780 agents, dont 45 permanents, le reste est composé de contractuels, avec des contrats à long terme. Nous disposons d'infrastructures logistiques, c'est-à-dire, en dehors des 52 derricks, nous avons des infrastructures en termes de maintenances des appareils. Pour la certification, nous sommes soumis à des conditions du marché international, donc nous nous imposons les certifications de nos équipements, nous avons des bases de vie et des camps de forage pour le logement et la nourriture pour tout le personnel qui travaille au niveau de l'Enafor.

**Comment l'entreprise a-t-elle géré la situation exceptionnelle de la pandémie ?**

Pour l'année 2020, et en dépit de la crise sanitaire, nous avons déployé tous nos moyens pour faire face. Au début, c'était le confinement de 14 jours. Après le développement de la situation, nous procédons à des tests dans le nord du pays avant que nos agents ne viennent sur site, donc toute personne déclarée positive est orientée vers les centres Covid au niveau de sa localité de résidence. Les personnes déclarées négatives sont transportées mais doivent subir des tests une fois sur place et cinq jours de confinement avant qu'ils ne rejoignent les chantiers de forage pour éviter toute contamination ou tout problème de fermeture du chantier. Et Dieu merci, nous n'avons fermé aucun site.

**Reste que la situation dans son ensemble demeure délicate à gérer jusqu'à ce jour...**

En dépit de cette pandémie et malgré la réduction du plan de charge, la situation reste délicate. Le baril est à un niveau bas, donc une réduction du plan de charge s'impose. Nous avons aujourd'hui huit appareils de forage qui sont sans plan de charge, c'est plus de 700 personnes qui gravitent autour de ces derricks, sans compter le personnel de sécurité, du catering, du transport et d'autres, donc c'est une population qui avoisine les 1 000 personnes. Jusqu'à ce jour, ils sont là, on essaye de leur donner du travail, soit en maintenance, préparation ou entretien des appareils qui sont à l'arrêt. Cela ne nous empêche pas de déployer, entre-temps, tous les efforts pour pouvoir placer ces appareils. Ceci dit, il y a des appareils qui vont reprendre au mois d'avril. Nous faisons dans l'effort pendant cette période, parce qu'il y a ce qu'on appelle la formation certifiante qui est obligatoire pour les personnes qui travaillent directement sur les derricks. C'est un personnel qui doit avoir un certificat de qualification valide. Elle est périodique, et à chaque fois il faut une formation à un examen, donc nous sommes en train de profiter de cette situation pour justement former nos agents pour ne pas impacter les chantiers en activité. En somme, bien que l'Enafor a enregistré, pour la première fois, un résultat au-dessous des attentes, nous prévoyons tout de même de réaliser une performance positive pour l'année en cours.

**Peut-on connaître les points forts et les performances de l'Enafor ?**

L'Enafor c'est d'abord son capital expérience. Elle a capita-

lisé 54 ans d'expertise et d'expérience dans le domaine du forage des puits pétroliers et gaziers, et c'est ce qui nous distingue des autres. Pour rappel, nous avons réalisé le premier forage horizontal en Algérie, avec l'appareil Enafor 15, dans la région de Hassi R'mel. De 1994 à 1996, l'entreprise a fait ce qu'on appelle des puits d'hydrocarbures «clé en main», c'est-à-dire du génie civil au forage, jusqu'à la remise du puits au client. Aujourd'hui, l'entreprise ne le fait plus du fait qu'il y a d'autres entreprises filiales de la Sonatrach qui le font. En 2004, l'Enafor a adhéré à l'Association internationale des contracteurs de forage (IADC), International Association of Drilling Contractors. L'année suivante, l'Enafor a réalisé son premier puits EBD (under-balance) dans la région de Hassi Messaoud, à cela s'ajoute notre performance réalisée au Sultanat d'Oman (réalisation de 11 puits), en 2007 le premier puits HP / HT (haute pression - haute température) avec Enafor-13 et Enafor-15 au niveau de Berkine. En 2008, l'Enafor a foré le puits le plus profond en Algérie, de 6 304 mètres, avec Enafor-16, dans la région de Berkine, et c'est l'Enafor qui a introduit en Algérie le premier BOP (Blow Out Preventer) de 1000 psi de la nouvelle génération, un équipement qui protège les irrptions en cas de problèmes. En 2005, Enafor a été la première entreprise du secteur à avoir mis en place un système d'information intégré, c'est-à-dire qu'aujourd'hui tout est intégré dans un seul système, des approvisionnements des stocks, de la comptabilité, absolument tout. Nous avons un ERP (Entreprise Ressource Planning) qui est à chaque fois mis à niveau et Sonatrach est en train de l'installer. Enfin, en 2017, nous avons acquis le derrick le plus puissant en Algérie, c'est l'Enafor-59, de 3000 HP.

**Quand vous évoquez votre démarche à l'international, l'entreprise élabore ses propres stratégies ou sont-elles liées à celle de la société mère Sonatrach ?**

Nous travaillons dans le cadre de la stratégie tracée par le Groupe Sonatrach, parce que nous sommes un outil de Sonatrach. Donc nous sommes là, justement, pour appliquer la stratégie qui découle du Groupe. Par ailleurs, c'est Sonatrach qui nous demande de diversifier notre portefeuille et de profiter de cette opportunité durant cette période délicate de baisse de plan de charge en Algérie.

**Qu'en est-il du volet de la formation ?**

Enafor a un programme de formation qui est établi annuelle-



Mohamed Bennezzar, P-DG de l'Enafor

ment et consolidé par la structure chargée de la formation. Il y a plusieurs types de formation, il y a celle d'une nouvelle recrue qui doit être soumise à tout un programme fait en interne. A cet effet, nous avons une «Sonde-école» où tout se fera avant d'aller sur chantier et s'est fait au réel. Il y a aussi les formations de perfectionnement et de recyclage du personnel en poste, avec les technologies avancées, soit en termes de certification, soit de système de contrôle. Nous sommes en train d'acquies des équipements sophistiqués, donc des formations de perfectionnement s'imposent. De même que les agents qui sont en poste, pendant la période de congé l'entreprise leur prend une semaine, parfois dix jours, pour des recyclages au niveau de la «Sonde-école». C'est un «passerport» pour que le foreur puisse accéder au chantier et il doit réussir cet examen, à défaut il serait dans l'obligation de le refaire pour pouvoir travailler. C'est une formation qui est inscrite pour tout le personnel et elle comprend le levage, manutention, équipement de protection et autres. En parallèle, nous avons des programmes de formation pour préparer le personnel «middle-management» pour des postes de commandement, généralement des MBA, avec des écoles spécialisées telles que l'IAP (Institut algérien de pétrole) et l'INPED - Boumerdès (Institut national de la productivité et du développement industriel) pour le management.

**Dans ce même registre, l'Enafor a-t-elle des relations avec les secteurs de l'Enseignement supérieur et de la Formation professionnelle ?**

Absolument. Nous avons des relations étroites avec l'Université de Ouargla, nous avons même des professeurs qui viennent pour nous prodiguer des forma-

tions, comme nous avons des accords avec l'Université de Boumerdès sur le volet instrumentation et contrôle. Ce sont des relations très étroites pour former et accompagner nos ingénieurs en termes de mise à niveau avec certains équipements. Dans le même sillage, nous formons aussi le personnel des centres de formation professionnelle, nous avons une convention avec le Centre de formation professionnelle de Ouargla et dans toutes les wilayas du Sud du pays où nous travaillons. Je citerai Illizi, Adrar, Tamanrasset, El Bayadh et récemment M'sila. Tout ce nous est formé au niveau de notre «Sonde-école», ici à Hassi Messaoud, pour une durée de 18 mois, avec des présalaire. Après, s'il y a un besoin en termes de recrutement, ils sont prioritaires. A travers, notre «Sonde-école», nous pouvons dire que nous avons une sorte d'Université ou école au niveau de l'Enafor.

**La Sonatrach a enclenché une stratégie de prospection en Offshore. Au niveau de l'Enafor, l'entreprise se prépare-t-elle à ce challenge et a-t-elle mis en place une structure pour s'engager dans cette éventualité ?**

Vous savez, dans le métier du forage c'est l'infrastructure qui doit répondre à ces besoins spécifiques. Et pour être franc, on ne se concentre pas totalement à cette éventualité pour la simple et unique raison que le programme de forage algérien traverse une période délicate, du moins à cause de la chute des prix du pétrole. Ceci dit, étant du forage, même en offshore, l'Enafor peut le réaliser parce que c'est son métier. Il suffit juste d'acquies ou d'adapter un peu notre parc. Pour un ou deux appareils, nous pourrions les adapter pour réaliser ce programme.



CS Constantine

## Hamdi : «La situation n'est pas catastrophique»

LE NOUVEL entraîneur du CS Constantine (Ligue 1), Miloud Hamdi, a déclaré, vendredi, que la situation de l'équipe au cours de la saison actuelle du championnat est «difficile, voire compliquée, mais pas catastrophique», soulignant qu'il faudrait revoir plusieurs choses pour remettre le CSC à la place qu'il mérite. S'exprimant lors d'une conférence de presse tenue ce matin au siège du club, le nouveau coach des Sanafirs a affirmé que «chaque club au monde passe par une période difficile et pleine de complications, telle que pour notre équipe», notant qu'il prévoit «un projet sportif ambitieux pour sortir le club de cette passe». «Je vais investir dans les compétences de mes joueurs en optimisant les aspects physique, tactique et psychologique et renforcer l'effectif par des éléments complémentaires avec les joueurs existants, lors du mercato prévu au mois mars prochain», a fait savoir le technicien Hamdi. Le problème du CSC était la libération de 14 joueurs avant le début de cette saison, ce qui a engendré une difficulté à créer un nouveau groupe et de l'adapter en

une courte période, a expliqué Hamdi, assurant qu'il s'emploiera avec le staff administratif et tous les joueurs pour reconstruire un groupe compétitif en vue de replacer l'équipe dans le plus haut possible du tableau de classement. «Je comprends l'inquiétude des supporters, mais ils doivent faire preuve de patience et croire en leur équipe et la soutenir comme ils l'ont toujours fait». Et d'ajouter : «J'ai décliné plusieurs offres et a accepté celle du CS Constantine pour la politique sportive du club visant à préserver l'équipe parmi l'élite du championnat». Le nouvel entraîneur des «Vert et Noir» a affirmé avoir une bonne connaissance du championnat algérien et de plusieurs joueurs du CSC, ce qui lui permettra une intégration et adaptation facile pour l'exercice de ses fonctions. Au début de cette conférence de presse, l'entraîneur Miloud Hamdi a signé son contrat effectif avec le CS Constantine pour une durée de 18 mois, après avoir conclu un accord de principe avec les dirigeants du club en effectuant une signature électronique au mois de janvier dernier.

Affaire du report du derby USMA-MCA

## Medouar a raison d'exiger un écrit

■ La désormais affaire du derby qui devait opposer l'USM Alger au MC Alger ce dimanche au stade Omar-Hamadi à Alger, a longuement défrayé la chronique, étant donné que tout le monde se demandait qui a donné le feu vert pour que ce match habituellement très disputé soit reporté, surtout que la LFP n'a pas reçu de demande officielle.



Le derby est en fin de compte reporté

Ph. &gt; D. R.

CAN-2021 (U17)

## 24 joueurs locaux retenus pour un stage à Sidi Moussa

LE SÉLECTIONNEUR de l'équipe nationale d'Algérie de football des moins de 17 ans (U17), Mohamed Lacete, a fait appel à 24 joueurs locaux, pour un stage du 5 au 13 février au Centre technique national de Sidi Moussa (Alger), en vue de la phase finale de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2021 prévue au Maroc du 13 au 31 mars, rapporte, vendredi, la Fédération algérienne (FAF) sur son site officiel. Il s'agit du premier rassemblement de la sélection nationale, depuis sa qualification pour la phase finale de la CAN-2021. Les «Verts» ont terminé en tête du classement du tournoi de l'UNAF, disputé à Alger du 18 au 24 janvier. L'Algérie s'est imposée face à la Libye (3-2), avant de faire match nul lors du second et dernier match contre la Tunisie (1-1). La dernière participation de l'Algérie à la CAN des U17 remonte à 2009, lors de l'édition disputée à domicile, qui avait vu les joueurs de l'ancien sélectionneur Athmane Ibrir atteindre la finale, perdue face à la Gambie (3-1). Outre l'Algérie et le Maroc (pays hôte), six autres nations ont validé leur billet pour le CAN-2021 : le Nigeria, la Côte d'Ivoire, la Tanzanie, l'Ouganda, l'Afrique

du Sud, et la Zambie, en attendant de connaître les quatre derniers qualifiés, à l'issue des qualifications zonales.

Liste des 24 joueurs convoqués : Hamza Boualem (USM Alger), Ouzani Ahmed Khalil (MSP Batna), Boudedja Amayas (JS Kabylie), Boumengouche Abdelaziz (Académie FAF), Zaoui Salah Eddine (Académie FAF), Khourmani Abdelhak (JS Saoura), Hanfoug Fouad (CR Belouizdad), Aït Ziane Zakaria (Académie FAF), Kerroum Mohamed (Académie FAF), Bouzazhah Ouanisse (Académie FAF), Lalam Abdelghani (Paradou AC), Malek Mohamed Abdelaziz (Paradou AC), Belas Brahim (CR Belouizdad), Akherib Lahlou (JS Kabylie), Garat Anes (Paradou AC), Mohra Abderezak (DRB Tadjenanent), Zaimeche Rafik Moataz (Paradou AC), Djelalida Mohamed (Paradou AC), Redouani Chemseddine (JS Bordj Menai), Omar Mohamed Rafik (Académie FAF), Bouaïchaoui Nadji (MC Alger), Mezine Ilyes (JS Kabylie), Kerroum Mohamed (Académie FAF), Benahmed Zineddine (RC Relizane).

Par Mahfoud M.

En effet, le président de la Ligue, Abdelkrim Medouar, a été clair en affirmant qu'il n'a reçu aucun écrit émanant de ces deux clubs demandant explicitement de débattre avec d'autres clubs qui souhaiteraient bénéficier des mêmes faveurs. D'ailleurs, cela fut le cas auparavant avec des demandes saugrenues pour reporter certaines rencontres. Pour revenir au derby algérois, il a été officiellement reporté sur demande du Mouloudia, pour soi-disant bien préparer son premier match comptant pour la phase finale de la Ligue des champions d'Afrique face au Zamalek d'Egypte. Des sources proches du Doyen estiment que le report a été demandé surtout pour permettre au club de se réorganiser, notamment avec la

crise qui couve et a conduit au limogeage du coach Neghiz. Le CR Belouizdad a lui aussi demandé et obtenu le report de son match face à l'ASO prévu ce dimanche pour les mêmes raisons, soit pour préparer son premier match comptant pour la phase des poules de la Ligue des champions. Mais Comment réagira la LFP lors des prochains matchs de la compétition africaine, sachant que cette saison sera très difficile avec cette programmation démentielle, avec 38 journées de la Ligue I, en plus des matchs de la Coupe de la Ligue et des rendez-vous internationaux, que ce soit pour les clubs ou la sélection nationale.

M. M.

USM Alger

## Le Burkinabè Belem s'engage finalement

L'ATTAQUANT international burkinabè, Hamed Belem (21 ans), s'est engagé «officiellement» avec l'USM Alger pour deux ans et demi, après avoir décidé dans un premier temps de faire machine arrière, a

annoncé, vendredi soir, le club pensionnaire de la Ligue 1 de football dans un communiqué laconique. «Hamed Belem est officiellement Usmiste jusqu'en 2023. Bienvenue Hamed», a écrit l'USMA sur sa page officielle Facebook. L'USMA a annoncé dimanche l'arrivée de Hamed Belem pour un contrat de deux saisons et demie, soit le dernier jour du mercato exceptionnel d'une semaine (25-31 janvier) décidé par la Fédération algérienne (FAF). Le joueur vient de prendre part avec la sélection de son pays au Championnat d'Afrique des nations CHAN-2020 reporté à 2021, réservé aux joueurs locaux, qui se déroule au Cameroun. Toutefois, le directeur sportif du club algérois, Anthar Yahia, a révélé le lende-

main de l'annonce (lundi, ndr) que le transfert du sociétaire du FC Rahimo (Div.1/ Burkina Faso) était tombé à l'eau, en raison d'une «pression négative exercée sur le joueur et l'environnement du club, ils ont fini par se rétracter au dernier moment», en dépit du fait que le joueur a bel et bien signé son contrat, en suivant avec son club les instructions sur le système TMS de la Fédération internationale (Fifa). Hamed Belem est attendu à Alger le samedi 13 février, à bord d'un vol spécial provenance du Caire, en compagnie de la délégation du MC Alger, qui affrontera les Egyptiens du Zamalek vendredi 12 février, dans le cadre de la 1<sup>re</sup> journée (Gr.D) de la phase de poules de la Ligue des champions d'Afrique.

Cross-country

La 35<sup>e</sup> édition du Challenge «Chelda-Boulenoir» sera d'envergure nationale

LA 35<sup>E</sup> ÉDITION du Challenge de Cross-country «Chelda-Boulenoir», prévue samedi dans la commune de Chétouane (Tiencen), sera ouverte à l'ensemble des athlètes et des clubs affiliés à la Fédération algérienne d'athlétisme (FAA) pour la saison 2020-2021, et sera d'envergure nationale, a-t-on appris, vendredi, auprès des organisateurs. En effet, les athlètes de la région Ouest ne seront pas les seuls à pouvoir disputer cette compétition, qui cependant se limitera à seulement trois catégories d'âge, à savoir : celles des cadets, juniors et

seniors. Une seule course est inscrite au programme de chaque catégorie d'âge, filles et garçons, excepté pour les seniors (messieurs), qui auront le choix entre un cross long et un cross court. Des médailles et des cadeaux symboliques sont prévus pour les cinq premiers classés dans ce cross, aussi bien en garçons qu'en filles. «Les cinq premiers auront également droit à des récompenses financières, allant jusqu'à 30 000 DA pour le vainqueur chez les seniors», ont encore précisé les organisateurs.



# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Salon de l'artisanat et des métiers à Constantine

## Engouement pour les bijoux et habits amazighs

LES BIJOUX et habits traditionnels et modernes amazighs, exposés au Salon national de l'artisanat et des métiers, organisé à la ville Ali-Mendjeli (Constantine), ont suscité l'engouement de la gent féminine, a-t-on constaté hier. Cette manifestation artisanale et artistique, ouverte depuis la mi-janvier dernier à l'occasion de la célébration de la fête de Yennayer, continue d'enregistrer une forte affluence de femmes, en particulier des femmes au foyer, des étudiantes issues de différentes universités et résidences mitoyennes et des stagiaires des centres et instituts de formation professionnelle. Dans ce contexte, Mahmoud Assous, artisan de la wilaya de Tizi Ouzou, activant dans le domaine de la fabrication de bijoux kabyles confectionnés à base d'argent et de corail, a indiqué à l'APS que cette manifestation demeure «une opportunité pour le public constantinois de découvrir le riche patrimoine traditionnel amazigh». L'artisan, qui exerce ce métier depuis 15 ans dans son entreprise artisanale, implantée dans la commune d'Ain Hammam (Tizi Ouzou), a souligné l'importance de préserver et de valoriser le patrimoine artisanal, notamment amazigh, au profit des générations futures à travers l'organisation de ce genre de manifestations et de stages de formation en faveur des jeunes porteurs de projets dans ce créneau. «Notre entreprise organise des sessions de formation en faveur des jeunes désireux d'acquiescer des connaissances liées à ce métier hérité de père en fils», a fait savoir l'artisan, soulignant qu'une vingtaine de personnes de la même région ont été initiées ces dernières années aux différentes aptitudes et techniques de confection de bijoux kabyles. Parmi les exposants à ce salon auquel participent une cinquantaine d'artisans de diverses wilayas du pays, à l'instar des régions de

Boumerdès, M'sila, Bejaïa et Alger, Hamza Messelam, spécialiste dans le travail de la poterie de Bouira, a salué cette initiative, affirmant que «l'enrichissement et l'échange de connaissances entre les professionnels des métiers artisanaux à travers l'organisation de cet événement culturel a pour but principal d'améliorer et de promouvoir la qualité du produit». Pour sa part, Ali Rais, président de la Chambre de l'artisanat et des métiers (CAM), organisatrice de cette initiative, a réitéré la volonté et l'engagement de l'Etat à «soutenir et à continuer à aider tous les artisans, afin de dynamiser et de relancer l'activité artisanale aussi bien à l'échelle locale que nationale». Il a ajouté que «l'événement vise à encourager les jeunes talents, notamment dans le domaine des métiers manuels, tout en faisant connaître les produits du terroir, en offrant aux artisans un espace d'exposition et ce, afin de faciliter la commercialisation de leurs productions». Tenu en collaboration avec la Direction du tourisme et de l'artisanat (DTA) et les associations «El Asfar» du tourisme et de l'artisanat et «El Khayma» pour le patrimoine et le tourisme, la manifestation, à caractère commercial, a fait la part belle aux produits du terroir, tels que l'olive, l'huile d'olive, le miel et la figue sèche, outre les habits traditionnels, la céramique et les produits de beauté réalisés à base d'ingrédients naturels ainsi que les plantes médicinales et produits végétaux. Coïncidant également avec les vacances scolaires d'hiver, ce salon, qui se poursuivra jusqu'au 15 du mois en cours, a enregistré la présence de nombreux touristes de wilayas limitrophes ayant visité les stands d'exposition de différents produits artisanaux installés en plein air dans le cadre de l'application des mesures visant la lutte contre la propagation de la pandémie de Covid-19.

Yanis G.

## La réouverture des plages



Loumis

Djalou@hotmail.com

Cité U. de jeunes filles Ouled Fayet 2

## Une étudiante décède dans l'explosion d'une bouteille de gaz

■ Une jeune étudiante est décédée, hier, à la cité universitaire pour filles d'Ouled Fayet 2 (Alger), dans l'explosion d'une bouteille de gaz, a-t-on appris auprès des services de la Protection civile d'Alger.

Par Slim O.

«L'incident a eu lieu à 10h37 suite à une explosion d'une bouteille de gaz (camping gaz) causant le décès d'une jeune étudiante (24 ans), originaire de Tiaret», a précisé à l'APS le chargé de communication, le lieutenant Khaled Benkhalfallah. «Un incendie s'est également déclaré dans la chambre de la jeune fille», a-t-il ajouté. De leur côté, les services de la sûreté ont ouvert une enquête pour déterminer les causes et circonstances de cet incident. Les services de la Protection



civile ont transféré le corps sans vie de la victime vers la morgue de l'Hôpital de Douéra. S. O.

Concours national de composition épistolaire pour enfants

## L'expérience de l'épidémie de Covid-19, thème de l'édition 2021

Le ministère de la Poste et des Télécommunications a annoncé, hier, dans un communiqué, l'organisation, en collaboration avec le ministère de l'Education nationale, du Concours national de composition épistolaire pour enfants (édition 2021) avec pour thème «Raconte ton expérience de l'épidémie de Covid-19 dans une lettre à un membre de ta famille». Le Concours national de composition épistolaire ouvert aux enfants de 9 à 15 ans, qui s'inscrit dans le cadre de la préparation de la participation de l'Algérie au Concours internatio-

nal de composition épistolaire pour enfants, organisé par l'Union postale universelle (UPU), se veut un excellent moyen pour développer les capacités d'écriture chez les enfants et mettre en avant le rôle social et éducatif de la poste dans notre vie. Les enfants désireux participer à ce concours doivent rédiger leur lettre dans une des deux langues nationales, arabe ou tamazight. La composition doit comporter des informations sur son auteur (nom et prénom, date et lieu de naissance, niveau scolaire et nom de l'établissement d'ensei-

gnement), la date, le destinataire, l'appel, le corps de la lettre, la formule de salutation et la signature. Chaque candidat ne peut participer qu'avec une seule composition et doit strictement s'en tenir au thème de l'édition et respecter le nombre de mots autorisés (800 mots). En ce qui concerne le déroulement du concours, le communiqué du ministère a indiqué que les compositions seront déposées entre le 10 février et le 10 mars prochain au niveau des établissements scolaires ou des bureaux de poste, ajoutant que les candidats peuvent mettre la

composition dans une enveloppe postale scellée portant l'adresse suivante : «M. le directeur de la Poste et des Télécommunications», tout en mentionnant la wilaya concernée et en ajoutant : «Concours national de composition épistolaire», ou l'envoyer par e-mail à l'adresse électronique suivante : rissalati2021@mpt.gov.dz en scannant en couleur la composition manuscrite. Les compositions épistolaires seront sélectionnées en trois étapes : au niveau de la wilaya, puis régional et enfin national. Les meilleures composi-

tions seront sélectionnées aux niveaux régional et national sur la base de la réécriture de la composition par l'enfant sous la supervision du jury, en attendant l'annonce de la liste des lauréats au niveau national le jeudi 15 avril 2021, la veille de la célébration de la journée du Savoir. La meilleure composition épistolaire au niveau national sera envoyée au Bureau international de l'Union postale universelle (UPU), afin de représenter l'Algérie au concours international de compositions épistolaires, a conclu le communiqué.

Amel T.